

ASH

6 mai 2016

LOGEMENT - HÉBERGEMENT

La hausse des demandes de femmes au 115 confirmée

Dans la synthèse de son baromètre de l'activité des 115 de 45 départements et de Paris pendant les mois d'hiver 2015-2016 (1), rendue publique le 2 mai, la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) s'inquiète de la « nette hausse » constatée, en un an, « des demandes d'hébergement faites par les femmes seules (+ 13 % dans les 45 départements et + 10 % au 115 de Paris) ». « Près de 7 500 femmes seules ont sollicité le 115 cet hiver, soit 11 % des publics appelants », souligne la fédération. Et elles sont « proportionnellement plus jeunes que la population générale des appelants du 115 » (28 % d'entre elles sont âgées de 18 à 24 ans alors que cette classe d'âge représente 16 % de l'échantillon total). Une tendance, déjà pressentie en décembre dernier (2), qui montre, selon l'organisation, « une vulnérabilité sociale importante des femmes à la rue et une grave insuffisance des solutions d'hébergement, de relogement et de protection de ces personnes particulièrement fragiles ».

Plus généralement, du mois de novembre à la fin du mois de mars, « plus de 65 000 personnes ont appelé le 115 pour être hébergées (plus de 440 000 demandes) ou pour obtenir des informations » auprès des services de l'échantillon. Si le nombre global de demandes a « diminué par rapport à l'hiver précédent » (- 4 %), ce constat ne traduit « pas un recul de la précarité, ni une meilleure prise en charge des personnes », selon la fédération qui s'en alarmait déjà en février, car plus de la moitié des demandes d'hébergement sont restées « sans réponse faute de places disponibles ». De plus, dans huit cas sur dix, les hébergements en structure hivernale ne sont proposés que pour une nuit, « ce qui oblige les personnes à réitérer leur demande chaque jour et montre la précarité des solutions proposées ». Cette tendance doit en outre être nuancée par les contrastes importants relevés « entre les territoires : dans les Alpes-Maritimes par exemple, les demandes d'hébergement ont augmenté de 161 % entre les deux hivers, de 46 % dans l'Hérault, de 36 % dans le Var et de 34 % en Côte-d'Or ».

Par ailleurs, « les demandes de prestation au 115 hors hébergement (aide alimentaire, soins, hygiène, maraudes) progressent sensiblement (+ 16 % en un an), ce qui témoigne d'une précarisation du public qui sollicite ces prestations de base », dans un contexte de réduction théorique du recours à l'hébergement hôtelier, pas toujours perceptible sur le terrain. Dans les 45 départements du baromètre 115, les orientations vers l'hôtel diminuent de 16 % au profit des centres d'hébergement d'urgence (+ 15 %), traduisant un impact positif du plan de sortie d'hôtel et des créations de places d'hébergement, reconnaît la FNARS. Cependant, « le nombre d'orientations à l'hôtel a augmenté de 6 % à partir du mois de janvier, ce qui laisse à penser que l'hôtel sert de variable d'ajustement à la fermeture des places hivernales ». Les familles sont toutefois moins souvent orientées vers l'hôtel (49 % des attributions contre 54 % l'hiver précédent).

Mais à Paris, « les attributions à l'hôtel sont en hausse de 19 % », sous la pression de la demande émanant des familles (+ 25 %) et des femmes seules (+ 10 %).

Au final, la situation des territoires du baromètre, et celle particulièrement alarmante de Paris, soulève « encore la nécessité de mettre en œuvre une fin de gestion saisonnière et de refondre en profondeur le modèle de l'urgence sociale », estime la FNARS, qui réaffirme le besoin urgent « de construire des logements très sociaux et d'ouvrir des hébergements pérennes avec un accompagnement social, dans les zones particulièrement tendues, afin de limiter ces mises à l'abri ponctuelles, coûteuses, et qui ne favorisent pas l'insertion des personnes en difficulté ». ■ Anne Simonot

(1) Disponible sur www.fnars.org.

(2) Voir ASH n° 2939 du 25-12-15, p. 15.